

# Guilluy : « Les catégories populaires fragilisées dans tous les pays occidentaux »

## GRAND ENTRETIEN

Chacun des ouvrages de Christophe Guilluy est un événement. Géographe, il a été révélé au grand public par *Fractures françaises* (2010). Ses livres suivants – *La France périphérique* (2014), *Le Crépuscule de la France d'en haut* (2016) – ont rencontré un grand succès. Christophe Guilluy a renouvelé les analyses sur la géographie sociale de notre pays. Il a réfuté plusieurs idées fausses sur la banlieue. Dans son nouvel essai, *No Society. La fin de la classe moyenne occidentale* (Flammarion), en librairie mercredi, l'auteur élargit sa réflexion à l'ensemble des sociétés d'Europe et d'Amérique du Nord. Pour le géographe, les milieux populaires de tous les pays occidentaux connaissent une inquiétude d'ordre à la fois social et identitaire.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
GUILLAUME PERRAULT @GuilPerrault

**LE FIGARO.** – Vos travaux sur la France périphérique, ces dernières années, ont suscité un vif intérêt. Pourriez-vous résumer votre thèse de départ ?

**Christophe GUILLUY.** – J'étudie depuis vingt ans les classes populaires, les catégories modestes, qui, je le crois, nous indiquent le mouvement réel des sociétés. C'est en examinant ces catégories que je suis arrivé à la France périphérique, pas l'inverse. On peut définir les catégories populaires par les catégories sociales mais aussi par le revenu médian. En 2015, 50 % des salariés gagnaient moins de 1650 euros net par mois. Il s'agit, en grande majorité, d'ouvriers et d'employés. La baisse de la proportion d'ouvriers a coïncidé avec une augmentation de la proportion d'employés. Les catégories populaires – qui comprennent aussi les petits agriculteurs, ainsi que les jeunes et les retraités issus de ces catégories – n'ont donc nullement disparu. Leur part dans la population française est restée à peu près stable depuis un demi-siècle. La nouveauté, c'est uniquement que « le peuple » est désormais moins visible, car il vit loin des grands centres urbains. Le marché foncier crée les conditions d'accueil des populations dont les métropoles ont besoin. En se désindustrialisant, les grandes villes nécessitent beaucoup moins d'employés et d'ouvriers. Face à la flambée des prix dans le parc privé, les catégories populaires cherchent des logements en dehors des grandes agglomérations. Le problème crucial politique et social de la France, c'est donc que la majeure partie des catégories populaires ne vit plus là où se crée la richesse. Nulle volonté de « chasser les pauvres », pas de complot, simplement la loi du marché. Le projet économique de la France, tourné vers la mondialisation, n'a plus besoin des catégories populaires, en quelque sorte. C'est une situation sans précédent depuis la révolution industrielle.

**Dans ce nouvel ouvrage, vous appliquez la même grille d'analyse aux États-Unis, à la Grande-Bretagne, voire à la Suède, l'Allemagne ou l'Italie. Pourquoi ces comparaisons ?**

Dans tous les pays développés, on vérifie le phénomène déjà constaté en France : la majorité des catégories populaires vit désormais à l'écart des territoires les plus dynamiques, ceux qui créent de l'emploi. Ces évolutions dessinent les contours d'une Amérique périphérique et d'une

Angleterre périphérique tout autant que d'une France périphérique. De la Rust Belt américaine au Yorkshire britannique, des bassins industriels de l'est de l'Allemagne au Mezzogiorno italien, villes petites et moyennes, régions désindustrialisées et espaces ruraux décrochent. Ce constat n'efface pas les contextes nationaux (l'économie allemande n'est en rien comparable avec l'économie française) mais permet de conclure à l'émergence d'un monde des périphéries, celle des catégories modestes. Si le modèle mondialisé n'annule pas les spécificités nationales – les niveaux de vie et de protection sociale, les contextes économiques ne sont jamais identiques – il porte aussi des dynamiques communes : polarisation de l'emploi, renforcement des inégalités sociales et territoriales, fragilisation des plus modestes, fatigue de l'État-providence et crise identitaire. Dans tous ces pays, ce sont en priorité ces catégories populaires, qui formaient hier le socle de la classe moyenne occidentale, qui sont les premières concernées par la crise qui traverse le monde occidental.

**Précisément, vous soutenez que nous assistons à « la disparition de la classe moyenne occidentale ». N'est-ce pas exagérément apocalyptique ?**

Même si les contextes nationaux diffèrent, les évolutions sociales et culturelles communes aux classes populaires des pays occidentaux remettent en question l'idée d'une classe moyenne majoritaire et intégrée. Pendant les Trente Glorieuses, la classe moyenne a représenté le groupe social majoritaire – les fameux « deux Français sur trois » qu'évoquait Giscard pendant son septennat.

**Aux États-Unis comme en Angleterre, en Allemagne, en Italie ou en France, la majeure partie des catégories populaires ne vit plus là où se crée la richesse**

Ouvriers, employés, paysans ou cadres faisaient partie de cette classe moyenne. Intégrées économiquement, pour beaucoup dans une phase d'ascension sociale, et aussi référentes culturellement, la majorité de ces catégories sociales se reconnaissaient, alors, dans ce concept de classe moyenne et dans les partis de droite et de gauche qui la représentaient. Puis le modèle économique mondialisé a changé la donne. Une fraction de plus en plus importante des catégories modestes, qui constituaient le socle de la classe moyenne majoritaire, sont aujourd'hui fragilisées. Le processus a commencé par les ouvriers, puis a affecté employés et agriculteurs. La fragilisation se diffuse en touchant de nouvelles catégories, les jeunes diplômés, demain les retraités. Nous sommes entrés progressivement dans le temps de la sortie de la classe moyenne. L'idée d'une classe moyenne majoritaire et intégrée, qui vérifierait la pertinence de notre modèle économique mondialisé, ne correspond plus à la réalité. C'est si vrai qu'aujourd'hui ceux qu'on désigne sous le terme de classe moyenne appartiennent souvent aux catégories supérieures.

**L'essor du vote populiste observé dans la plupart des pays occidentaux s'explique aussi, estimez-vous, par des facteurs identitaires. Lesquels ?**

La dimension sociale et économique du vote populiste se complète par une dynamique culturelle. Les catégories les plus fragiles socialement (celles qui ne peuvent mettre en œuvre des stratégies d'évitements résidentiels et scolaires) sont aujourd'hui les plus sensibles à la question migratoire. Les mêmes deman-

**Quel nouveau venu peut avoir envie de ressembler à des « autochtones » que leurs propres élites méprisent en raison de l'attachement des intéressés à certaines valeurs traditionnelles ?**

dent à être protégés d'un modèle économique et sociétal qui les fragilise. Dans des sociétés multiculturelles, l'assimilation ne fonctionne plus. L'autre ne devient plus soi, ce qui suscite de l'inquiétude. Le nombre de l'autre importe. Personne n'a envie de devenir minoritaire dans les catégories populaires. En France, l'immobilier social, dernier parc accessible aux catégories populaires de des métropoles, s'est spécialisé dans l'accueil des populations immigrées. Les catégories populaires d'origine européenne et qui sont éligibles au parc social s'efforcent d'éviter les quartiers où les HLM sont nombreux. Elles préfèrent consentir des sacrifices pour déménager en grande banlieue, dans les petites villes ou les zones rurales afin d'accéder à la propriété et d'acquiescer un pavillon. Dans chacun des grands pays industrialisés, les catégories populaires « autochtones »

éprouvent une insécurité culturelle. En Grande-Bretagne, en 2013, le secrétaire d'État chargé des Universités et de la Science de l'époque, David Willetts (conservateur), se déclara favorable à une politique de

discrimination positive en faveur des jeunes hommes blancs de la « working class » car leur taux d'accès à l'université s'était effondré et était désormais inférieur à celui des enfants d'immigrés.

**Peut-on vraiment démontrer sans tordre les faits que votre modèle s'applique à toutes les nations occidentales ?**

N'y a-t-il pas des nuances entre le vote Trump dans l'État de New York, le vote en faveur du Brexit dans le nord de l'Angleterre, la force du FPÖ dans la région de Vienne ou l'implantation du parti de Geert Wilders autour de Rotterdam ?

Ces nuances existent, nous avons même eu en France un vote macroniste dans les zones rurales ! Mais en moyenne, ce sont bien les territoires populaires les plus éloignés des grandes métropoles qui portent la dynamique populiste. La Rust Belt et les régions désindustrialisées de Grande-Bretagne pèsent respectivement plus dans le vote Trump ou dans le Brexit que New York ou le Grand Londres. Dans les zones périurbaines de Rotterdam, ce sont bien aussi les catégories modestes (qui ne se confondent pas avec les pauvres) qui voient leur statut de référent culturel remis en question par la dynamique migratoire et qui votent pour Geert Wilders. Ainsi, si la situation de l'ouvrier allemand n'est pas celle du paysan français, de l'employé néerlandais ou d'un petit travailleur indépendant italien, il existe un point commun : tous, quel que soit leur niveau de vie, font le constat d'être fragilisés par un modèle économique qui les a relégués socialement et culturellement.

**L'ouvrier français a longtemps été un modèle à imiter pour les immigrés désireux de s'assimiler dans notre pays, avant d'être déprécié dans les années 1970, observez-vous. Ce changement catastrophique se constate-t-il dans d'autres pays occidentaux ?**

On ne s'intègre pas à un modèle ou à un système de valeur mais à une population à qui on désire ressembler. On se marie, on tisse des liens d'amitié, de voisinage avec des gens qui sont proches. Or cette intégration ne se réalise pas dans n'importe quelle catégorie sociale, mais d'abord dans des milieux populaires. Et ce qui a changé depuis les années 1970 et surtout 1980, c'est précisément le chan-

gement de statut de ces catégories populaires. Les ouvriers, les employés, les « petites gens » sont désormais perçus en grande partie comme les perdants de la mondialisation. Quel nouveau venu dans un pays peut avoir envie de ressembler à des « autochtones » qui ne sont pas en phase d'ascension sociale et que, de surcroît, leurs propres élites méprisent en raison de l'attachement des intéressés à certaines valeurs traditionnelles ? Sou-

venons-nous de la phrase de Hillary Clinton présentant les électeurs de Donald Trump comme des « déplorables » pendant la campagne présidentielle de 2016 aux États-Unis. C'est pourquoi, alors que la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne ou la Scandinavie se sont

construits sur des modèles culturels très différents, tous ces pays connaissent la même dynamique populiste, la même crise sociale et identitaire et le même questionnement sur la pertinence de leurs modèles d'intégration.

**Pas de mouvement de masse sans alliance de classes, écrivez-vous. En quoi cette alliance de classes est-elle devenue très difficile dans les démocraties occidentales ? Trump et Macron représentent-ils deux expériences opposées pour renouveler cette alliance du haut et du bas ?**

C'est effectivement le sujet central du livre : la rupture entre le haut et le bas qui nous conduit à un modèle qui ne fait plus société. La disparition de la classe moyenne n'en est qu'une conséquence. Le monde d'en haut refuse d'écouter celui d'en bas qui le lui rend bien notamment en grossissant les camps de l'abstention ou du vote populiste. Cette rupture du lien, y compris conflictuel, entre le haut et le bas, porte en germe l'abandon du bien commun et nous fait basculer dans l'a-société. Trump vient de l'élite américaine, c'est un des points communs qu'il partage avec Macron. Tous les deux se sont affranchis de leur propre camp pour se faire élire : Macron de la gauche, Trump du camp républicain. Ils ont enterré le vieux clivage gauche-droite. Les deux ont compris que nous étions entrés dans le temps de la disparition de la classe moyenne occidentale. L'un et l'autre ont saisi que, pour la première fois dans l'histoire, les classes populaires, celles qui constituaient hier le socle de la classe moyenne, vivent désormais sur les territoires qui créent le moins d'emplois : dans l'Amérique périphérique et dans la France périphérique. Mais la comparaison s'arrête là. Si Trump a été élu par l'Amérique périphérique, Macron a au contraire construit sa dynamique électorale à partir des métropoles mondialisées. Si le président français est conscient de la fragilisation sociale de la France périphérique, il pense que la solution passe par une accélération de l'adaptation de l'économie française aux normes de l'économie mondialisée. À l'opposé, le président américain fait le constat des limites d'un modèle qu'il convient de réguler (protectionnisme, remise en cause des traités de libre-échange, volonté de réguler l'immigration, politique de grands travaux) afin de créer de l'emploi sur ces territoires de la désindustrialisation américaine. Il existe un autre point de divergence fondamentale, c'est le refus chez Trump d'un argumentaire moral qui sert depuis des décennies à disqualifier les classes populaires.

**Votre livre n'est-il pas exagérément sombre ?**

C'est la réalité qui est sombre, pas ce livre. Pour éviter la catastrophe, et si elles ne veulent pas être balayées dans les urnes, les classes dirigeantes n'ont pas d'autre choix que celui de rejoindre le mouvement réel de la société, celui de la majorité, des plus modestes. ■

